

19 avril 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien de M. François Hollande, Président de la République, avec Canal Plus le 19 avril 2015, sur les défis et priorités de la politique gouvernementale.

Maïtena BIRABEN : Bonjour Monsieur le Président de la République.

LE PRÉSIDENT : Bonjour.

Maïtena BIRABEN : Merci d'avoir accepté l'invitation de Canal+. On a appris ce matin le naufrage d'un chalutier, avec, à son bord, 700 migrants en provenance de Libye. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés parle de 49 survivants, ce qui fait 651 morts. Est-ce que vous avez d'autres informations ?

LE PRÉSIDENT : Non. Je n'en ai pas de plus précises. Mais si c'était confirmé, ce serait la pire catastrophe de ces dernières années en Méditerranée. Aujourd'hui il y a cette catastrophe, elle est terrible, mais il y a des drames qui se sont produits encore la semaine dernière, qui ont fait près de 400 morts. Donc, depuis le début de l'année, il y a une accélération. L'année dernière, il y avait eu 4 000 morts en Méditerranée.

Maïtena BIRABEN : 3 500 en 2014, on en est déjà à plus de 1 000 pour 2015.

LE PRÉSIDENT : Alors, qu'est-ce que nous devons faire, que dois-je faire ? J'ai d'abord appelé Matteo RENZI, le Premier ministre italien, pour voir avec lui comment nous pouvons agir en urgence.

Maïtena BIRABEN : Parce que c'est au large de Lampedusa.

LE PRÉSIDENT : C'est à quelques kilomètres de l'Italie et plus près encore de la Libye. Nous sommes concernés. La Méditerranée, c'est une mer qui nous est commune, entre l'Afrique et l'Europe. Donc nous devons agir. J'ai également souhaité qu'il y ait une réunion rapide des ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères, un Conseil de ces ministres, de tous les ministres européens, je vais en parler au président JUNCKER, au président du Conseil européen, Donald TUSK, parce que nous devons, là aussi, renforcer le nombre de bateaux qui sont dans le cadre d'une opération qui s'appelle Triton. Rien que le nom n'est pas forcément adapté à la situation. Donc, plus de bateaux, plus de survols par des avions et puis également une lutte beaucoup plus intense par rapport aux trafics. Parce que ceux qui mettent des personnes sur des bateaux, ce sont des trafiquants, ce sont même des terroristes, parce qu'ils savent parfaitement que ces bateaux sont pourris, qu'ils vont même les détruire en pleine mer et mettre des centaines de personnes en danger, en l'occurrence, là, en danger de mort.

Maïtena BIRABEN : Donc, des décisions dans les semaines à venir. Dans quinze jours, cela fera trois ans que vous êtes arrivé à l'Élysée, nous allons passer deux heures ensemble pour parler de ce que vous n'avez pas fait, mais aussi de ce que vous avez fait et de ce qu'il vous reste à faire. Quelle grande réforme sociale marquera votre quinquennat ? Pourquoi le PS va-t-il si mal ? Pourquoi le FN est-il si haut ? L'investissement va-t-il sauver la croissance, qui elle-même va sauver les Français du chômage ? Comment la France mène-t-elle la guerre à l'intérieur et à l'extérieur ? Pourquoi on ne vous connaît pas si bien ? Enfin, votre promesse numéro un de campagne, la jeunesse, Monsieur le Président. Je promets, personnellement, de ne pas faire de questions trop longues, et vous, des réponses

LE PRÉSIDENT : Vous avez bien commencé !

Maïtena BIRABEN : C'était un sommaire. On commence par le bilan. Il y a trois ans, jour pour jour, on était dans le 19 avril 2012, vous étiez toujours candidat à la Présidence de la

jour, on était donc le 19 avril 2012, vous étiez toujours candidat à la Présidence de la République, vous teniez meeting, c'était à Bordeaux.

Extrait meeting Bordeaux 19 avril 2012

Maïtena BIRABEN : Certains Français sont déçus, Monsieur le Président. Qu'est-ce que vous leur dites ?

LE PRESIDENT : Je leur dis que cinq ans, c'est le mandat qui m'a été confié et que je me bats pendant toutes ces années et les deux qui me restent pour atteindre le résultat que j'ai fixé, que je leur ai promis, c'est-à-dire la baisse du chômage, c'est-à-dire une France qui puisse avancer et une France qui soit plus juste pour la répartition d'une croissance qui doit repartir. Je ne baisserai pas, à aucun moment, la garde là-dessus. Je leur ai promis aussi de les protéger, je le fais. Je l'ai fait d'une multiple manière, à l'extérieur et à l'intérieur. A l'extérieur par rapport à des menaces qui sont nombreuses, nous y reviendrons. A l'intérieur par rapport à tout ce qui peut détruire ce qui fait que nous sommes ensemble.

Maïtena BIRABEN : On en parlera aussi, c'est la loi sur le renseignement. 79 % de Français mécontents, vous allez me dire que c'est un sondage et que vous le balayez, mais c'est un chiffre impressionnant quand même !

LE PRESIDENT : Je ne balaye rien du tout. Je prends toutes les informations telles qu'elles me parviennent. Je vois bien qu'il y a des attentes, parfois des colères. Et puis, le pire, c'est les résignations de ceux qui n'attendent plus rien. Donc, je fais en sorte de leur apporter ce qu'ils attendent, ce qu'ils espèrent et même ce à quoi ils ne croient plus.

Maïtena BIRABEN : Ceux qui travaillent avec vous parlent d'un homme déterminé, clair, exigeant, souvent drôle. Nous, nous connaissons plutôt un président un peu raide, un peu compliqué, un peu indécis. On vous connaît mal ! Vous l'expliquez ?

LE PRESIDENT : Je suis venu pour ça ! Posez vos questions !

Maïtena BIRABEN : Non, mais pourquoi vous êtes deux personnalités, deux hommes, presque deux caractères ?

LE PRESIDENT : Non, je ne crois pas. A l'extérieur, je suis dans la fonction que j'exerce, je dois être celui qui représente, celui qui incarne les Français. Celui qui tient son rôle, tient sa place, parce que je sais que je suis regardé, parce que, vis-à-vis de l'étranger, c'est très important. En même temps, dans la vie courante, je peux être plus libre. Mais je ne peux pas me livrer en spectacle. Je ne veux pas donner cette image de moi, une image qui serait finalement celle d'une forme de familiarité. Je suis très amical avec mes amis, très proche avec les Français. Mais je ne veux pas être familier.

Maïtena BIRABEN : Il vous reste deux ans pour votre quinquennat, dont une année de campagne présidentielle, il vous reste donc un an & c'est court un an !

LE PRESIDENT : Non. Il reste deux ans. Ça voudrait dire que pendant un mandat de cinq ans, la première année, c'est l'expérience, puis après, la dernière année, c'est la campagne, si on est candidat

Maïtena BIRABEN : Oui, c'est ce qu'on pense tous, Monsieur le Président, on le pense tous.

LE PRESIDENT : Oui. Mais ce n'est pas vrai. Moi, j'ai considéré que dès la première minute où je suis arrivé à l'Elysée, c'était le travail qui m'attendait. D'ailleurs, dès le premier moment, j'ai remonté les Champs-Élysées, les images sont restées

Maïtena BIRABEN : Il pleuvait.

LE PRESIDENT : Il pleuvait -très important de laisser une image. Il pleuvait. On verra comment ça se passera à la fin.

Maïtena BIRABEN : Il a plu souvent.

LE PRESIDENT : Il a plu souvent. Donc, on travaille, en même temps, on doit changer ce climat. C'était un climat de doute, quelques fois d'inquiétude. Changer de climat, déjà, puis travailler sur une autre organisation de la planète pour qu'elle ne se réchauffe pas, ce qui est un autre débat. Mais, dès la première minute où je suis arrivé, j'ai immédiatement réuni les proches, j'ai constitué le gouvernement et je suis parti à Berlin, pour rencontrer Madame MERKEL, pour nous mettre au travail. La dernière minute sera de la même intensité. Je ne veux rien lâcher. Ce n'est pas parce qu'il y aura une campagne, il y a aura de toute façon une campagne, nous verrons si j'y serai,

mais de toute manière, je travaillerai.

Maïtena BIRABEN : Dans deux semaines, vous fêterez vos trois ans de mandat. Raphaëlle BAILLOT s'est plongée dans les archives pour retracer ces trois ans en images, un mot pour qualifier cette expérience ?

Raphaëlle BAILLOT : Intense évidemment, Monsieur le Président !

Maïtena BIRABEN : Trois ans en trois minutes.

Reportage

Maïtena BIRABEN : Vous gardez une image plus qu'une autre, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Je regarde toutes les images, mais c'est vrai qu'il y en a qui sont plus rudes. L'image de guerre. Je m'étais préparé à venir à l'Élysée, je savais ce qui pouvait éventuellement surgir. Mais de décider un conflit, l'intervention de la France, c'est une décision lourde. Je l'ai prise. En l'occurrence au Mali. Ça a permis à ce pays de retrouver son intégrité territoriale et donc sa souveraineté. On n'a pas montré d'images de Centrafrique. C'était une autre décision lourde, parce que là, il s'agissait d'éviter un génocide. Puis il y a l'image qui se détache de toutes les autres forcément, c'est le terrorisme, ce qui s'est produit à Paris, et ensuite le rassemblement exceptionnel, qui restera, pas seulement pour la France, mais pour le monde entier. Être capable de cela il faut que les Français se rendent compte de ce qu'ils sont capables aussi de créer comme espérance et comme confiance, que des chefs d'Etat de tous les pays du monde soient venus, ce jour-là, parce que c'était la France, c'était la liberté et c'était la solidarité.

Maïtena BIRABEN : Ça, c'est effectivement l'une des belles images du bilan. L'échec principal des trois dernières années, c'est la non-inversion de la courbe du chômage promise en 2013.

LE PRESIDENT : Oui.

Maïtena BIRABEN : Elle a eu des conséquences graves. Vous parliez tout à l'heure de « désespoir », ça a nourri la rancur, l'amertume, le désespoir parfois.

LE PRESIDENT : Non, c'est surtout et d'abord les situations personnelles qui sont vécues. Être chômeur, parfois l'être depuis des mois, pour certains depuis plus de deux ans, ceux qu'on appelle les chômeurs de très longue durée, qui n'y croient plus. C'est aussi le doute qui s'installe dans le pays, cela fait dix ans que le chômage augmente, 1 million sous mon prédécesseur.

Maïtena BIRABEN : 600 000 supplémentaires depuis le début du quinquennat

LE PRESIDENT : Exactement. Donc, je dois mettre un terme à ce processus. C'est long et j'ai pris des décisions et elles n'étaient pas faciles, aucune décision n'est facile. Lorsque j'ai voulu qu'on puisse baisser les charges des entreprises, baisser leurs coûts, c'était un choix, parce que je considère que c'était la compétitivité qui devait être l'argument principal. Je l'ai accompagnée par des mesures aussi pour les ménages puisqu'il y aura une baisse d'impôt pour les Français, à l'été, pour 9 millions d'entre eux. Mais je sais que beaucoup pouvaient se dire : « Est-ce qu'on donne trop, est-ce qu'on ne donne pas trop aux entreprises et pas assez aux ménages ? ». J'ai assumé ce choix.

Maïtena BIRABEN : Monsieur le Président, on va parler d'économie, mais vous n'avez pas commencé votre quinquennat par l'économie. Vous avez commencé par une mesure sociale. Vous avez fait un choix qui était la loi du mariage pour tous, qui ne change pas du tout la vie de ceux qui sont à découvert le 15 du mois. Pourquoi avoir fait ce choix-là ?

LE PRESIDENT : Mais ce n'est pas vrai. Le premier choix que j'ai fait, ça a été de faire que ceux qui avaient travaillé longtemps puissent partir en retraite à 60 ans. Ce n'est pas rien. C'est la première décision que j'ai prise. J'en ai d'ailleurs prise une autre qui était de faire une augmentation d'allocation pour les familles. Ensuite, en novembre 2012, la première grande décision après la remise du rapport Gallois est celle de créer justement le crédit impôt compétitivité-emploi : la baisse des coûts pour les entreprises, parce que je voulais qu'elles investissent et qu'elles embauchent, même si c'était très difficile.

Avant même, il y a eu le sauvetage de l'euro, on n'en parle plus parce que, maintenant, l'euro a trouvé une stabilité, même une parité particulièrement avantageuse pour l'Europe. On ne parle plus de crise, même s'il y a toujours la question de la Grèce, mais elle ne se pose plus de la même manière qu'il y a deux ans, où on pensait que ça allait exploser.

Par ailleurs, j'avais fait cette promesse de faire que le mariage puisse être accordé à tous, c'est-à-dire aux couples homosexuels. J'entendais une manifestante qui a dû se reconnaître sans doute dans votre reportage de trois minutes, qui me promettait un avenir radieux !

Maitena BIRABEN : De vous couper la tête !

LE PRESIDENT : Oui ! Pour l'instant, elle est là. Mais beaucoup avaient dit, y compris dans l'opposition, on va abroger, ce sera fini, on remettra en cause. Vous entendez aujourd'hui quelqu'un remettre en cause ? Je ne dis pas que ça convainc tout le monde. Je sais qu'il y a des personnes qui ont été heurtées et je les respecte, des personnes qui sont encore mobilisées. Mais c'est une trace qui restera. Aujourd'hui il y a des personnes qui se marient. Il y a eu beaucoup de jeunes aussi qui ont enfin pu retrouver de la dignité, de la fierté, de la compréhension, y compris de leurs familles. C'était un choix très important, et ça restera.

Maitena BIRABEN : Soyons pragmatiques, un sondage BVA iTélé qui annonce que 94 % des Français souhaitent que vous annonciez aujourd'hui des mesures qui feront baisser le chômage et 91 % des mesures pour relancer la croissance. On commence par quoi ?

LE PRESIDENT : Mais c'est vous qui conduisez l'émission

Maitena BIRABEN : C'est vous qui conduisez le pays, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Oui. C'est vrai. Donc on va commencer par l'emploi, parce que c'est la question majeure. J'ai d'ailleurs déjà abordé ce sujet. Parce que je ne cesserai pas - jusqu'au bout - de faire des réformes pour qu'il y ait plus d'emplois. Il va y avoir dans les prochains jours le vote de la loi dite croissance activité, la Loi Macron, elle va être votée. C'est long, trop long. Mais elle va être votée avant l'été. Donc ce sera plus de concurrence avec les transports par car, le travail le dimanche, une certaine souplesse. On pourra autoriser des opérations d'investissement beaucoup plus rapidement et des opérations de construction.

J'y ai ajouté, avec le Gouvernement de Manuel VALLS, une mesure tout de suite pour l'investissement. Toutes les entreprises qui vont investir à partir du 15 avril vont avoir une majoration de 40 %. Donc l'impôt sur les sociétés, pour parler plus concrètement, il sera plus bas pour les entreprises qui investissent et il sera toujours au même niveau pour les entreprises qui distribuent des dividendes. Elles ont donc intérêt à investir.

On aura ensuite une loi sur le dialogue social, François REBSAMEN la prépare, qui va intégrer des mesures pour les PME. Mais puisque je suis devant vous, je vais y ajouter deux ou trois choses. La première, c'est pour inciter à la reprise du travail. Il y a beaucoup de personnes qui sont dans une situation de précarité et qui, quelques fois, se mettent dans le refus même d'un travail, parce que cela peut être une baisse de revenus, paradoxalement. Nous allons donc créer cette prime d'activité, qui a d'ailleurs déjà été présentée par le Premier ministre, que je vais préciser devant vous et que je vais d'ailleurs élargir. Cette prime d'activité va être pour toutes les personnes qui sont justement dans ce que l'on appelle les petits boulots, l'intérim, le temps partiel. On va leur donner un avantage supplémentaire, une prime supplémentaire, pour que cela puisse être avantageux de travailler, de continuer à travailler et d'aller vers un emploi

Maitena BIRABEN : Donc une prime pour rester au travail et pour gagner plus d'argent que si on ne travaillait pas ?

LE PRESIDENT : Mais oui, bien sûr ! Pour prendre un travail, même très court, même à temps partiel, pour garder ses droits et pouvoir être incité et que le travail surtout soit valorisé. Parce que ce qui compte, c'est de sortir le plus de nos compatriotes d'une forme de précarité ou de résignation pour les conduire vers le travail.

Maitena BIRABEN : Ça concerne tous les Français, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Ça concerne tous les Français. Il y avait déjà eu une idée de RSA activité, c'était Martin HIRSCH qui en avait eu l'idée. En fait, ceux qui avaient moins de 25 ans ne pouvaient pas y avoir droit. Or, précisément, les plus précaires, ce sont souvent les jeunes, ce sont ceux qui acceptent des petits boulots, des stages, quelques fois des contrats qui durent à peine un mois. Ceux-là, pour les valoriser, pour les favoriser au plan de la reprise du travail, ils vont avoir cette prime d'activité.

Maitena BIRABEN : La France a les moyens, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : On va redévelopper ce qui existait parce qu'il y avait une prime pour l'emploi, un

LE PRESIDENT : On va redeploier ce qui existait parce qu'il y avait une prime pour l'emploi, un RSA activité qui n'était d'ailleurs même pas utilisé en totalité. Parce qu'il y a beaucoup de Français qui ne connaissent même pas leurs droits, qui n'allaient même pas les réclamer. Donc on fera quelque chose de beaucoup plus simple, beaucoup plus clair et beaucoup plus incitatif.

Maïtena BIRABEN : A fonds constants, ça ne coûte pas d'argent ?

LE PRESIDENT : Cela ne coûte pas beaucoup plus, puisque c'est 4 milliards. On y ajoutera peut-être un peu plus. Mais quand on est devant cet enjeu-là, je crois qu'il ne faut pas compter. Car, ce qui compte, c'est le travail. Je vais aussi, avec le Premier ministre, lancer une nouvelle opération pour soutenir l'apprentissage parce qu'on s'aperçoit que pour beaucoup de jeunes, la qualification passe par l'apprentissage. Alors, il faut à la fois inciter les jeunes et leurs parents à ce qu'ils puissent prendre cette filière-là, qui est une filière d'excellence dont l'image n'est plus celle que l'on connaissait il y a encore quelques années. Nous allons donc favoriser cette prise de risque ? parce que c'est toujours une prise de risque d'aller vers des filières qui sont des filières professionnelles? aussi bien dans l'Education nationale que dans l'apprentissage. Il y aura des avantages pour tous les employeurs, notamment les toutes petites entreprises, qui prennent un apprenti mineur. Car ce sont les plus jeunes, ceux qui pourraient être en décrochage scolaire, pour qui ces employeurs font un travail formidable d'insertion : ils ne paieront plus rien sur l'emploi d'un apprenti lorsqu'il est mineur.

Maïtena BIRABEN : Ce sera quand ?

LE PRESIDENT : Ce sera à partir de la rentrée scolaire prochaine.

Maïtena BIRABEN : Ce sera quoi la grande réforme sociale du quinquennat ?

LE PRESIDENT : La grande réforme sociale, ce sera, au-delà de ce que j'ai annoncé sur la pénibilité, la retraite c'est-à-dire ceux qui ont finalement travaillé dans des métiers très durs de pouvoir avoir des temps qui leur soient donnés et donc qu'ils puissent partir avant l'âge de 62, 63 ans qui est maintenant l'âge moyen de départ à la retraite. Ils pourront donc avoir des droits supplémentaires, mais j'ai voulu créer et ça va être la grande réforme du quinquennat, le capital de ceux qui travaillent. Quel est le capital de ceux qui travaillent ? C'est leur travail. Et comment faire pour qu'ils aient des droits qui finalement leur appartiennent en propre, rien qu'à eux, pas simplement une prestation que l'on va chercher dans une administration ? Qu'est-ce qui peut leur appartenir tout au long de leur vie ? Un compte. Donc on a créé le compte formation. A mesure qu'on avance dans la vie active, on se fera doter d'un certain nombre des crédits de formation. Si on a commencé très tôt sa vie professionnelle, on est sorti de l'école très tôt, on aura un capital de départ et on pourra l'utiliser à tout moment de sa vie professionnelle. Je parlais de la pénibilité. Ceux qui sont dans des métiers pénibles, ils auront des droits supplémentaires, et ceux qui n'utilisent pas tout le temps de travail et le compte épargne temps, ils pourront aussi capitaliser sur ce compte. Cela leur permettra d'avoir de la liberté, de la protection et finalement des moyens de vivre et de réussir leur parcours de vie.

Maïtena BIRABEN : Alors on va parler longuement d'économie tout à l'heure mais avant de refermer ce bilan, est-ce qu'il est encore possible de commenter ces trois années de quinquennat que vous venez de vivre en excluant totalement les informations de Closer et de Voici comme si elles n'existaient pas ?

LE PRESIDENT : Mais elles n'existent pas pour moi.

Maïtena BIRABEN: Elles n'existent pas pour vous. Cela a encore fait la Une de Voici, Monsieur le Président

LE PRESIDENT : Hélas, c'est un type d'information qui me touche, mais ne doit pas me concerner. Parce que c'est une intrusion dans la vie privée et elle peut toucher tout le monde. Donc moi, je ne fais pas de procès, mais je fais en tout cas le silence.

Maïtena BIRABEN: Avant de parler économie, on va parler du chef de guerre que vous êtes. « La mort habite la fonction présidentielle », ce sont vos mots. Quelle mort vous a fait comprendre cela ?

LE PRESIDENT : Vous disiez tout à l'heure que je me suis préparé à être président de la République puisque j'avais annoncé ma candidature en 2011 et que j'y travaillais depuis finalement longtemps. On sait ce qui peut arriver. Un conflit, une catastrophe et puis les

tragédies, les otages, on sait que ça existe et puis à un moment, dans la fonction, il faut prendre une décision. Il y en a qui ont été particulièrement dures à prendre.

Maitena BIRABEN: Lesquelles ?

LE PRESIDENT : Je ne parlerai pas du Mali là parce que c'était une décision dont j'ai déjà beaucoup parlé et qui est connue : dès que j'ai pris cette décision sur le Mali, je savais qu'il y avait des militaires français qui allaient partir, je savais qu'il y aurait des pilotes qui allaient décoller et qui allaient frapper des terroristes. Il y en a un, je l'ai su très vite, qui est mort : Damien BOITEUX, et donc je me suis forcément interrogé. Est-ce que j'avais pris la bonne décision? Il y en a d'autres qui sont morts. J'ai veillé à la fois à leur rendre hommage et à saluer leurs familles. Mais chaque jour je me pose cette question : est-ce que j'ai eu raison ? Est-ce que j'ai eu tort ? C'est ce qui a emporté ma décision mais je vais vous parler d'autre chose. Dans la même journée où j'ai décidé de l'intervention au Mali, il y avait un otage à sauver. Un otage français, un otage qui était dans nos services en Somalie. On a lancé une opération, elle n'a pas abouti. L'otage est mort et parmi ceux qui ont fait l'intervention c'est connu il y a eu plusieurs victimes. C'était une décision grave. La famille était en cause, elle était forcément concernée. Il y a donc des moments où il faut aller à l'essentiel. Mais c'est vrai que la mort, d'une certaine façon, elle est tout le temps présente, le nombre de personnes auxquelles j'ai été obligé de m'adresser parce qu'il y avait eu cette triste nouvelle, des soldats partis en opération, un otage, Hervé GOURDEL, qui avait été égorgé en Algérie, et puis il y a eu les attentats Les attentats de Paris où j'ai vu toutes les familles. Il y a également des nouvelles plus heureuses quand on libère des otages, qu'on appelle les familles, qu'on leur dit « Ça y est, c'est fait, les otages, vont vous revenir après trois ans ». Oui là aussi, on a à ce moment-là du bonheur.

Maitena BIRABEN: Alors, aujourd'hui, vous êtes le chef des armées et la France est engagée sur 3 fronts. Il y a l'opération Chammal en Irak (3 200 militaires qui sont là-bas), l'opération Sangaris en Centrafrique (1 700 militaires) et puis, l'opération Barkhane qui concerne le Mali, le Tchad, le Niger, la Mauritanie, le Burkina Faso (3 000 hommes) et c'est là que Bertrand JANNEAU a passé la semaine avec les forces françaises.

Reportage

Maitena BIRABEN: Cette opération doit se terminer jeudi. Est-ce que vous avez des nouvelles?

LE PRESIDENT : Oui, ils ont réussi leur mission. Il s'agissait de sécuriser une zone proche de la Libye, là où passent les terroristes. Parmi ceux qui ont sauté, il y a eu 2 blessés qui ont été rapatriés en France.

Maitena BIRABEN: Et qui vont bien ?

LE PRESIDENT : Et qui vont bien mais enfin qui ont été blessés dans cette opération qui était forcément dangereuse.

Maitena BIRABEN: Le projet de loi sur le renseignement est arrivé lundi à l'Assemblée. Je sais que le Président que vous êtes va me dire que nous sommes en guerre et qu'il faut se donner les moyens, mais c'est au citoyen HOLLANDE que j'ai envie de m'adresser. Le citoyen HOLLANDE, qui tient tant au respect de la vie privée, que me dit-il sur la loi sur le renseignement qui est tant décriée ?

LE PRESIDENT : Que cette loi, elle est faite pour à la fois nous protéger tous. Pas protéger les puissants, protéger les citoyens et en même temps pour nous permettre d'être en liberté parce que si les terroristes arrivaient à nous faire voter des lois qui mettraient en cause des principes absolus de notre vie, ils auraient d'une certaine façon gagné.

Maitena BIRABEN: C'est le président qui me répond, ce n'est pas le citoyen, je vous assure !

LE PRESIDENT : Le citoyen il va arriver si vous avez un doute. Qu'est-ce que nous voulons ?

Nous ne voulons pas que nos conversations soient enregistrées

Maitena BIRABEN: Non, je n'y tiens pas personnellement

LE PRESIDENT : On n'y tient pas !

Maitena BIRABEN: Vous non plus ?

LE PRESIDENT : Moi, c'est peut-être possible mais vous, vous n'y tenez pas. Donc on fait très attention. Pour cela, personne ne pourra écouter votre conversation, aucun service sans en

demander une autorisation. Une autorisation à qui ? Une autorisation pour qu'une commission donne un avis. Dans cette commission, il y aura des parlementaires, des magistrats, Cour de Cassation, Conseil d'Etat et un spécialiste des technologies.

Maitena BIRABEN: Ça, c'est pour les choses encadrées, Monsieur le Président. S'il y a des choses qui ne sont pas encadrées, le PNCD, ce n'est pas encadré

LE PRESIDENT : Avant, il y avait des choses qui n'étaient pas encadrées, qui fonctionnaient, personne ne s'en inquiétait.

Maitena BIRABEN: Vous le saviez que ça fonctionnait ?

LE PRESIDENT : On a découvert un certain nombre de choses, notamment d'abord parce qu'il y a de nouvelles technologies. La dernière loi sur le renseignement, elle remonte à 91 : il n'y avait pas de portable, il n'y avait pas d'Internet. Donc il y a un nouveau système qui permet effectivement de prendre en compte ce qui existe sur le plan technologique et il y avait des machines, ce qu'on appelle les algorithmes, pour voir s'il n'y a pas des terroristes qui utilisent des communications cryptées. Nous allons donc permettre qu'il y ait un contrôle, pas un contrôle du contenu, un contrôle pour voir s'il n'y a pas justement des organisations qui utilisent le cryptage et qui utilisent beaucoup de communication.

Maitena BIRABEN: Alors, je précise PNCD pour Plate-forme Nationale de Cryptage et de Décryptement : un système complexe et occulte mis en place par la DGSE depuis 2007.

LE PRESIDENT : Oui justement, ça existait et il n'y avait pas de loi pour le contrôler, maintenant il y aura une loi !

Maitena BIRABEN: Mais ça n'est pas encadré par la loi

LE PRESIDENT : Si, cela sera encadré par la loi puisque pour la DGSE, tout ce qu'elle fait, c'est à l'extérieur.

Maitena BIRABEN: Ce n'est pas du ressort de la loi française !

LE PRESIDENT : Tout ce qui est fait à l'intérieur est contrôlé et il y a des systèmes effectivement qui ont maintenant une puissance, et qui permettent de savoir, qui utilisent, qui cryptent un certain nombre de communications. C'est contrôlé, la commission sera saisie et elle donnera des autorisations, et c'est le Premier ministre qui les donnera, en fonction du caractère dangereux ou pas.

Maitena BIRABEN: Donc, vous dites aujourd'hui aux Français, « personne ne vous écoutera » ?

LE PRESIDENT : Mais personne ne vous écoutera, sauf s'il y a eu un certain nombre de suspicions sur vos activités terroristes ou sur vos liens avec des personnes terroristes parce que cela peut arriver. Par exemple, s'il y a un individu qui a basculé dans le terrorisme, mais autour de lui, ses amis, sa famille, ne le savent pas, donc peuvent se retrouver écoutés. Il était donc aussi important d'avoir des règles, parce que là, il y a intrusion dans la vie privée de personnes qui n'ont rien à voir avec le terrorisme mais qui néanmoins seront écoutées.

Maitena BIRABEN: Il n'y aura plus de limites de temps, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Si à chaque fois, pour le contenu de ce qui a été écouté, et pour des opérations, il y a des limites de temps. C'est très technique et en même temps essentiel : nous voulons vivre libres et en même temps, nous voulons être protégés. Jamais il n'y a eu de loi en France prenant en compte toutes les techniques, toutes les opérations, permettant qu'il y ait une commission et même un recours devant le Conseil d'Etat s'il devait y avoir quelques doutes. Vous pourriez vous poser la question : est-ce que je ne suis pas écouté ? Donc vous pourrez saisir la commission, qui elle-même pourra voir sa décision, si elle n'est pas satisfaite, remise en cause par le Conseil d'Etat.

Maitena BIRABEN: Donc on pourrait me dire « oui vous êtes écoutée mais non ça n'est pas valide que vous le soyez » ?

LE PRESIDENT : Oui vous saurez tout !

Maitena BIRABEN: C'est étonnant !

LE PRESIDENT : Mais vous ne serez pas écoutée !

Maitena BIRABEN: Je ne serai plus écoutée !

LE PRESIDENT : Je ne sais pas ce que vous avez fait avant que l'on se rencontre, mais

.....

normalement vous ne devriez pas être écoutée. Cessons de croire qu'il y a un système général d'écoute. Pourquoi voudriez-vous que l'Etat, que même les services entreprennent de savoir ce que nous faisons dans notre vie privée? Ce n'est pas de cela dont il s'agit. Ce dont il s'agit, c'est uniquement de la lutte contre le terrorisme ou de nos intérêts, car il y a aussi des personnes qui viennent nous espionner pour savoir comment nos entreprises travaillent, comment l'Etat cela ne vous a pas échappé qu'il y avait même eu des chefs d'Etat qui avaient été écoutés.

Maïtena BIRABEN: Cela vous avait choqué, il paraît ?

LE PRESIDENT : Oui.

Maïtena BIRABEN: On va passer au Front National. Valentine, c'est toi qui as passé plusieurs jours dans un canton du Pas-de-Calais qui vient

LE PRESIDENT : Attendez juste avant pour que vous soyez bien convaincue que cette loi ne mettra pas, en aucune façon, en cause des libertés, je vais saisir, au terme de la discussion parlementaire ? l'Assemblée, maintenant le Sénat?, je saisirai le Conseil constitutionnel, et le Conseil constitutionnel pourra regarder, lui aussi, en fonction du droit, si ce texte est bien conforme ou certaines de ses dispositions sont bien conformes à la Constitution. Donc cette garantie sera également apportée et je vous annonce cette décision.

Maïtena BIRABEN: Elle est importante effectivement.

Reportage

Maïtena BIRABEN : Cette femme a voté pour vous en 2012, Monsieur le Président

LE PRESIDENT : Oui et d'autres aussi, qui ont basculé, qui vivent ce basculement douloureusement eux aussi, parce qu'ils sentent bien qu'il y a une transgression mais en même temps, qu'est-ce qu'ils expriment ? Parce qu'ils veulent dire quelque chose.

Maïtena BIRABEN : Qu'ils ne vous font plus confiance...

LE PRESIDENT : Non Si ce n'était que ça. Si ce n'était que par rapport à la situation d'aujourd'hui, à moi Non. Ils ne croient plus au système tel qu'il est aujourd'hui, au système démocratique, au système de décision, à l'Europe, au monde. Il y a aussi le chômage qui les hante parce que c'est leur vie quotidienne. Dans cette commune, il y a 20-25 % de chômage depuis dix ans. Dans ce bassin que je connais bien, le bassin minier, Lens-Liévin, il y a eu des reconversions industrielles depuis 20 ans ou 30 ans sans qu'il n'y ait eu des emplois qui soient venus. J'hérite de cela, hélas je ne vais pas en trois ans transformer cette réalité du bassin minier

Maïtena BIRABEN : En combien de temps vous allez la transformer, la réalité ?

LE PRESIDENT : Je dois y travailler et faire en sorte que l'emploi soit la seule priorité qui compte pour ces gens, rien d'autre ne comptera. Sauf les sous. Ils les comptent un à un, on a bien vu cette dame qui disait : « quelques euros à la fin du mois, c'est pour moi l'essentiel ». Qu'est-ce que je dois faire ? Parce que c'est la question : Comment faire pour que dans cette partie du pays qui a été la plus affectée par les reconversions, on puisse apporter plus d'emplois.

Deuxièmement, c'est peut être aussi ces catégories qui sont souvent au RSA, qui peuvent se plaindre de l'assistanat. C'est souvent les mêmes qui disent que finalement on en fait toujours pour les autres alors que ces personnes-là peuvent recevoir elles-mêmes une allocation logement, un RSA. Il faut leur dire que c'est aussi cela le système de solidarité et que l'on doit c'est ce que je vous disais au début de l'émission faire que ce soit le travail qui puisse leur être proposé, par l'allocation.

Maïtena BIRABEN : Restons sur l'idée Monsieur le Président, certains d'entre eux considèrent que Marine LE PEN est plus à gauche qu'Emmanuel MACRON. C'est là, l'échec.

LE PRESIDENT : Ce n'est pas un échec. C'est là de la mystification, de l'illusion. Quand Madame LE PEN parle comme un tract du Parti Communiste des années 70, parce que c'est cela en réalité, en pensant que l'on peut fermer les frontières, que l'on peut nationaliser les industries, que l'on peut sortir un certain nombre de capitaux de notre pays sans qu'il y ait de risques...

Quand elle parle comme le Parti communiste, cela parle dans cette région-là, parce que cela a été une région, encore aujourd'hui influencée par le Parti Communiste. Sauf que le Parti communiste ne demandait pas que l'on chasse les étrangers, il ne demandait pas que l'on fasse la chasse aux pauvres, parce que même les pauvres finissent par penser qu'il y a plus pauvre qu'eux qui leur prennent le peu qu'ils ont. Le Parti Communiste avait encore un certain nombre de principes. Là

en l'occurrence, madame LE PEN, elle parle comme le Parti Communiste des années 70 avec les mêmes références que son propre père quand il s'agit de montrer que c'est l'étranger, que c'est l'Europe, que c'est le monde. Si on fermait les frontières, parce que le Pas-de-Calais, c'est à côté de la Belgique, et c'est un département qui est ouvert à l'Europe. Si on fermait les frontières, ce serait pire encore pour un département comme celui-là.

Maitena BIRABEN : Monsieur le Président, le fait est que ces gens croient Marine LE PEN et ils ne vous croient plus. Vous avez entendu ce monsieur qui vous interpelle sur la proportionnelle en disant « c'est une promesse de campagne » mais maintenant que le FN est en haut

LE PRESIDENT : Parce que vous pensez que dans le Pas-de-Calais, il y en a un peut-être lui mais il y en a un qui vote pour le Front national parce que c'est la proportionnelle !? Parce qu'il pense que c'est moi qui n'ai pas respecté un engagement sur la proportionnelle ?! Mais enfin, celui-là, il devait être à mon avis déjà au Front national depuis un certain temps !

Maitena BIRABEN : Est-ce que vous allez l'introduire, la proportionnelle, Monsieur le Président, comme vous l'avez promis ?

LE PRESIDENT : J'avais dit une part de proportionnelle, pas la proportionnelle une part de proportionnelle. Cela fait partie des discussions qui ont lieu et qui doivent se faire sur un consensus, pour la représentation de tous, même si aujourd'hui, avec le résultat que fait le Front national, il aura des élus cela s'est d'ailleurs démontré aux départementales - proportionnelle ou pas proportionnelle, y compris à l'Assemblée nationale.

Maitena BIRABEN : Mais quand le FN fait un quart des voix et qu'il n'obtient que 1% des sièges, ça pose la question de la légitimité démocratique, Monsieur le Président ?!

LE PRESIDENT : La proportionnelle est partout : aux municipales, aux régionales, aux européennes. Vous pensez que l'on manque de démocratie ? A l'Assemblée nationale, il y a des députés Front national. Vous les entendez faire des propositions ? Dans le débat démocratique, Madame LE PEN, Monsieur PHILIPPOT, sont-ils interdits d'antenne ? Avez-vous l'impression qu'ils sont privés du droit d'expression ? Donc ce n'est pas le sujet, même si l'on pourrait améliorer, j'y suis prêt, mettre une part de proportionnelle, cela fait partie des discussions que l'on doit avoir mais ce n'est pas le sujet.

Maitena BIRABEN : Vous déciderez quand pour la proportionnelle ?

LE PRESIDENT : On fera cela dans l'année 2016 si on doit faire des changements d'institutions. Mais il n'y a pas que cela parce qu'un des sujets qui me préoccupe, au-delà de savoir qui siège au Parlement ? même si c'est très important, la part que chacun doit avoir et donc une part de proportionnelle si c'est nécessaire?, ce qui me frappe le plus, c'est la lenteur du Parlement parce qu'on a un système parlementaire qui est hérité du 19e et du 20e siècle.

Maitena BIRABEN : Oui mais moi je veux vous parler du Front national pas de la lenteur du Parlement

LE PRESIDENT : Mais si, c'est très lié parce que quand on prend une décision et qu'elle met six mois, un an pour être votée, il y a des gens qui disent : je ne peux plus attendre, je ne peux pas attendre. Réfléchissez à cela. La question de la rapidité de la décision, c'est une question très importante en démocratie.

Maitena BIRABEN : Jacques CHIRAC a refusé de débattre avec Jean-Marie LE PEN quand il s'est retrouvé face à lui au deuxième tour. Si ça vous arrive de vous retrouver au deuxième tour face à Marine LE PEN, est-ce que vous débattrez ?

LE PRESIDENT : Je ne suis pas dans cette situation d'abord

Maitena BIRABEN : Pour l'instant, pas, puisque vous ne passez pas le premier tour dans les sondages

LE PRESIDENT : Oui, on peut dire cela aussi Mais le Front National n'est pas en situation pour l'instant d'être au second tour. Nous verrons bien. Mais de toute façon, il y aura toujours des débats de second tour entre les deux candidats qui sont restés en lice.

Maitena BIRABEN : C'est un parti républicain, on peut discuter avec lui, vous le feriez.

LE PRESIDENT : Ce n'est pas un parti républicain, c'est un parti dans la République, ce n'est pas la même chose.

Maïtena BIRABEN : Mais vous le feriez un débat de deuxième tour

LE PRESIDENT : Je pense qu'aujourd'hui, les conditions du débat sont même nécessaires et je pense même qu'il faut débattre encore davantage. Je ne peux pas le faire moi-même pour l'instant mais je demande à tous ceux qui peuvent le faire d'y aller, et d'y aller franchement parce que sur le fond, sur les propositions, c'est finalement assez commode de montrer que tout cela est une illusion. Pas ce qu'il révèle le vote révèle une réalité, la réalité de l'exaspération, la réalité de la pauvreté, aussi la réalité du mépris de l'autre et parfois de la haine de l'autre. Mais cette réalité, elle existe et elle ne peut pas être niée, elle doit être montrée. Mais en même temps, les propositions doivent être combattues.

Maïtena BIRABEN : La question de l'identité française, elle est déplacée ? C'est un gros mot ?

LE PRESIDENT : Mais l'identité est, on le voit bien, la question majeure qui est posée.

Maïtena BIRABEN : C'est quoi l'identité française Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Non l'identité que chacun peut se poser comme question : où je suis, qu'est-ce que je fais, quelle est la place que j'occupe ? Est-ce que la France a encore un destin ? Moi je crois plutôt qu'il y a des identités, mais il y a une idée de la France. C'est-à-dire une belle expression qu'avait eue le général De GAULLE, une idée de la France. C'est l'idée qui rassemble, qui fait que nous pouvons avoir des origines différentes, vivre dans des territoires différents, mais que nous partageons les mêmes valeurs et les mêmes principes. Et par rapport au Front national, on voit bien quel est le risque. Il y a beaucoup de menaces sur lesquelles le Front national joue : le terrorisme, l'immigration massive on en a vu les conséquences dramatiques les guerres, le fondamentalisme religieux et donc le djihadisme qui inquiète. On voit bien quel est le risque, le risque, c'est la guerre de civilisation dans notre pays, c'est la dislocation, ce sont les fractures. Quel est mon rôle de Président ? De faire que nous puissions être ensemble, soucieux des mêmes droits et des mêmes responsabilités, des mêmes valeurs. C'est cela qui fait la force de la France. Si je veux lutter contre le Front national, il faut que je projette une idée de la France, pour montrer que la France est attendue partout dans le monde.

Maïtena BIRABEN : Pour lutter contre le Front national, il faut aussi d'autres partis. Or votre Premier ministre déclare : le PS est en danger de mort. Il dit ça parce qu'il est en colère ou il a raison ?

LE PRESIDENT : Mais tous les partis sont menacés !

Maïtena BIRABEN : Le PS plus que l'UMP

LE PRESIDENT : Le parti UMP change de nom si j'ai bien compris, donc il a déjà disparu celui-là. Donc le problème n'est pas de savoir si les partis vont exister, c'est de savoir ce qu'ils portent. Moi je ne suis pas chef d'un parti !

Maïtena BIRABEN : Est-ce que le PS est en danger de mort, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Je pense qu'aucun parti n'est à l'abri. Ça va tellement vite maintenant. Regardez ce qu'il se passe à nos frontières, pas si loin : en Angleterre, il y avait deux partis qui étaient très installés. Aujourd'hui, il y en a cinq, six, sept ! En Espagne, c'est pareil. En Allemagne, madame MERKEL est en coalition avec les sociaux-démocrates. Donc un parti n'a pas d'avenir s'il n'est pas conscient qu'aujourd'hui il doit être devant des défis beaucoup plus importants, et le défi le plus important, c'est : est-ce qu'on peut vivre ensemble et avoir le même modèle social ? Moi je pense que la France peut avancer en vivant ensemble, en faisant des réformes mais en gardant les droits fondamentaux.

Maïtena BIRABEN : Alors vous l'avez dit tout à l'heure : pour redonner de l'espoir, il faudra redonner du travail. On va parler un peu d'économie. Est-ce que le CDI est intouchable, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Mais le CDI, il est touché tous les jours ! Parce que la plupart des jeunes dont je parlais, ils rentrent à 90 % par un CDD.

Maïtena BIRABEN : 83 % des contrats signés en 2014, étaient des CDD. 70 % pour moins d'un mois. Donc le CDI est mort

LE PRESIDENT : Donc qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut essayer de faire en sorte que les CDD puissent devenir plus rapidement des CDI, et que les CDI puissent ne pas être regardés par les

employeurs comme étant un risque. Qu'est-ce que je propose et qui va d'ailleurs se trouver dans la loi Macron, qui va être encore précisée ? C'est que pour les entreprises qui craignent d'embaucher parce qu'elles ont peur de ne pas pouvoir licencier en cas de contentieux. S'il y a une rupture, les prud'hommes qui sont saisis devront décider en trois mois, six mois maximum. Les indemnités de licenciements seront d'ores et déjà fixées dans le cadre d'un barème. Ce qui fait que le risque de prendre une personne en CDI et d'avoir un contentieux plus tard, disparaîtra.

Maïtena BIRABEN : Ça veut dire que vous pensez que si licencier était plus facile ou moins dangereux pour les entreprises, elles embaucheraient plus, en tout cas les PME ?

LE PRESIDENT : Il faut que ce soit connu. Il faut que le coût de la rupture soit connu. Si le coût est connu, si les conditions de la rupture sont précisées, c'est plus facile. En même temps, nous devons favoriser l'emploi. C'est pour cela que j'ai fait baisser avec le gouvernement de Manuel VALLS les cotisations sociales et que nous avons accordé un crédit impôt compétitivité emploi de façon à ce que les employeurs puissent dire : maintenant c'est moins cher, zéro charge autour du SMIC. Donc c'est moins cher, cela ne met pas en cause les salaires des travailleurs. Et on peut, si on doit être confronté à une difficulté, recourir à des plans sociaux qui ont été réformés c'est l'accord de maintien de l'emploi qui a été obtenu par la discussion entre les partenaires sociaux - et si c'est un licenciement individuel, je sais combien cela me coûte et je sais dans quel délai je peux effectivement avoir cette réponse.

Maïtena BIRABEN : J'aimerais tester une idée sur vous : si on pouvait licencier plus facilement mais qu'on payait de meilleurs salaires, est-ce que cela pourrait être une idée de gauche, ou est-ce que c'est une idée de droite ?

LE PRESIDENT : Regardons si c'est une bonne idée avant de savoir si elle est de gauche ou de droite. Payer de meilleurs salaires, ce serait mieux. C'est pour cela que, quand on baisse les charges, quand on fait le crédit impôt compétitivité-emploi, cela peut permettre aussi d'améliorer les salaires. Il vaut mieux payer plus le salarié, et payer moins de cotisations et les impôts. Ça paraît être une bonne idée, ça ! Et je pense même que c'était une idée de gauche ! Ensuite, sur le fait que l'on puisse donner de la précarité, ça je ne le crois pas. Parce que quand il y a de la précarité les chiffres que vous avez cités - comment les salariés peuvent consommer ? Quand il y a de la précarité pour les entreprises, quand elles ne savent pas si elles pourront se séparer de tel ou tel salarié, elles n'investissent pas ! Donc il faut donner de la stabilité et de la visibilité.

Maïtena BIRABEN : Alors la reprise est là, vous le dites souvent. Les voyants sont au vert mais c'est vrai aussi qu'on ne connaît pas les résultats de votre politique économique le CICE, le pacte de solidarité, le pacte de responsabilité on n'en connaît pas encore les résultats. La seule chose que l'on sache, et c'est vous-même qui le dites, c'est que le patronat ne joue pas le jeu.

LE PRESIDENT : Ce n'est pas tout à fait vrai

Maïtena BIRABEN : Pas tout à fait faux.

LE PRESIDENT : Exactement, c'est une réponse de Normand. Dans certains secteurs, il signe des conventions, des contrats et dans d'autres, il ne le fait pas. Alors ça va être très simple, c'est comme avec les élèves qu'on va voir tout à l'heure, on fera l'évaluation. Là où il y a eu des accords de branches qui ont été signés, où les employeurs se sont mobilisés en fonction de l'activité économique qui leur a été offerte, on maintiendra le dispositif. On peut même faire en sorte qu'il soit accéléré. Là où ça n'a pas été fait, on regardera pourquoi, avec les conséquences qu'il faudra en tirer. L'évaluation sera en fin d'année, parce que c'est quand même 40 milliards d'euros qui doivent être bien utilisés. Il ne s'agit pas de faire un contrôle tatillon, il s'agit de dire : on prend - comment l'avez-vous appelé ? le pacte ? Responsabilité. Chacun doit prendre ses responsabilités. Je les ai prises, les partenaires sociaux les ont prises, les entreprises doivent les prendre.

Maïtena BIRABEN : Une image étonnante maintenant : un des plus grands plans sociaux de ces dernières années - 2 138 salariés licenciés ça a eu lieu au mois de mars. C'est l'avocat qui annonce la liquidation aux employés de la société. Il se trouve que l'avocat, c'est votre fils et que la société, c'est MORY GLOBAL.

Reportage

LE PRESIDENT : Je suis fier que mon fils se batte pour les salariés.

Maïtena BIRABEN : C'est dur pour cet homme, c'est dur pour lui à ce moment, c'est dur pour vous

LE PRESIDENT : C'est dur mais que fait mon fils ? Il n'est pas du côté des employeurs. Il est avocat. Il a choisi d'être du côté des salariés. Pour obtenir quoi ?

Maïtena BIRABEN : Mais il est surtout votre fils pour ce monsieur

LE PRESIDENT : Oui mais il est libre et indépendant. Il se bat du côté des salariés pour obtenir qu'ils aient les indemnités de licenciements les plus élevées qu'il soit possible de leur accorder. Il ne les a pas obtenues. Mais que pouvait-il faire ? Une entreprise qui liquide, dont les actionnaires ont pris la fuite ? Que pouvait-il faire ? Que pouvions-nous faire ? Que pouvons-nous faire ? Permettre qu'ils aient des indemnités, permettre qu'il y ait des reclassements et permettre que nous puissions leur trouver de l'emploi. D'où la raison de la loi dite Macron : on va permettre que dans ce secteur-là, du transport qui est très affecté ? tout ce qui est logistique est très affecté par la crise, il n'y a pas que MORY GLOBAL, il y a une autre entreprise qui a également annoncé des licenciements?, on puisse créer de l'activité.

Reportage sur Vladimir POUTINE

Maïtena BIRABEN : Vous le voyez vendredi Vladimir POUTINE, comment qualifieriez-vous vos rapports ?

LE PRESIDENT : Des rapports d'Etat à Etat, parce que la Russie est un pays qui a un lien avec la France et donc je dois d'abord parler à la Russie en parlant à Vladimir POUTINE. Sur le personnage, sur l'homme, je le connais maintenant depuis près de trois ans. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il est direct et qu'il ne cache pas son jeu. Maintenant, moi, j'ai fait en sorte que l'on puisse trouver un accord avec madame MERKEL qui était avec moi dans cette longue nuit, ?on a passé une nuit de négociations avec Vladimir POUTINE. C'est long une nuit avec Vladimir POUTINE aussi? et on a réussi à faire en sorte que Vladimir POUTINE, conscient aussi des réalités, fasse cet accord sur l'Ukraine et je crois que nous avons eu raison. J'avais également, venant du Kazakhstan il y a eu quelques images voulu

Maïtena BIRABEN : Vous savez à ce moment-là qu'elle va être diffusée partout cette image de vous avec la chapka ?

LE PRESIDENT : Non, je ne sais pas. Mais qu'importe, on m'offre une chapka, cela faisait plaisir au président kazakh, je n'allais pas lui dire : non, je ne veux pas de votre cadeau

Maïtena BIRABEN : Pas de regrets ?

LE PRESIDENT : Je n'ai aucun regret si ce n'est que ce qui comptait, c'était de pouvoir avoir avec le président kazakh une discussion qui me permette d'aller voir POUTINE le lendemain, ce qui a été fait. Cela m'a permis ensuite d'avoir l'accord avec l'Ukraine. Un mot sur le Mistral, puisque ça a été l'objet de discussions et c'est encore l'objet de discussions. Nous sommes en train de négocier pour trouver une solution de sortie de crise.

Maïtena BIRABEN : Vendredi peut-être

LE PRESIDENT : Nous verrons si nous en discuterons. Vendredi, je vais en Arménie. C'est à cette occasion-là que je rencontrerai le président POUTINE.

Maïtena BIRABEN : Alors on parlait de chapka, on a dit qu'on ferait votre bilan. Votre grand bilan. Le bilan politique, le bilan économique et le bilan stylistique et ça, c'est le job de Marc BAUGE qui nous rejoint. Le voilà. Bonjour Marc.

Marc BAUGE : Bonjour Maïtena, bonjour Monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Bonjour.

Marc BAUGE : Alors on vous a souvent reproché de ne pas porter le costume présidentiel ou de mal le porter

LE PRESIDENT : J'ai porté le costume du président kazakh !

Marc BAUGE : Exactement, celui-là, vous l'avez porté mais le costume Présidentiel français, c'est vrai que l'on vous a reproché de ne pas le porter et vous êtes -il faut bien le dire- une exception parmi les Présidents de la Ve République : tous ont eu recours à de grands tailleurs.

François MITTERRAND allait chez CIFONELLI, un grand tailleur parisien, et il était élégant même en gris clair. Jacques CHIRAC n'était pas très original, lui aussi allait chez le même tailleur £

quant à Nicolas SARKOZY, on l'a vu porter des costumes taillés chez PRADA, puis NINA RICCI. Tous les trois faisaient réaliser leurs costumes en grande mesure. La grande mesure, c'est l'absolu du sur-mesure, le tailleur part de zéro et il réalise un costume adapté à la morphologie, un costume qui gomme tous les défauts du corps. Alors évidemment, c'est cher, très cher 5.000 euros au moins le costume. Vous, Monsieur le Président, avant d'être élu Président, vous alliez chez Mustapha GOUSSER (ph), un petit tailleur retoucheur, qui ajuste vos costumes. C'est là que cela se passe, dans cette modeste échoppe qui ne ressemble pas à grand-chose, il faut bien le dire. Une fois élu, on tente donc de vous faire changer enfin c'est Valérie TRIERWEILER qui tente de vous faire changer. Un jour de juin 2012, elle fait venir deux grands tailleurs à l'Elysée, CAMPS DE LUCA père et fils, des spécialistes de la grande mesure, très prestigieux et Julien SCAVINI, un jeune tailleur qui monte. Dans votre bureau, ils prennent vos mesures et SCAVINI constate ainsi que vous avez une épaule plus basse que l'autre eh oui, nul n'est parfait !- c'est la droite qui est plus basse, 0,6 centimètre en moins. Il l'écrit sur sa feuille de mesures que nous nous sommes procurée (car nous aussi nous avons le bras long) épaule basse, bras long Ce jour-là, la prise de mesures dure quinze minutes mais ce seront quinze minutes de perdues. Vous décidez finalement de ne pas faire de costume en grande mesure, vous continuez à bricoler en quelques sortes.

Vous portez d'abord des costumes SMUGGLER, beaucoup moins chers que ceux de vos prédécesseurs, moins de mille euros et puis vous changez, vous achetez quatre costumes de la créatrice AGNES B, une amie et finalement cela ressemble bien à une décision politique. Vous préférez que l'on vous reproche votre dégaine plutôt que vos dépenses. Est-ce que c'est ça aussi être de gauche, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Je ne suis pas mal habillé même si j'entends vos observations. Parce que je considère que cela fait partie de la fonction. On doit respecter les Français en étant habillé correctement. Est-ce que pour autant, il faut être habillé luxueusement ? C'est cela le sujet J'ai considéré qu'il fallait être habillé correctement, pas luxueusement et en même temps en faisant honneur à la confection française.

Maïtena BIRABEN : Qui a choisi votre costume aujourd'hui, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Moi ! Moi, Président, je choisis mes costumes !

Maïtena BIRABEN : Merci infiniment Marc. Il y a un homme que vous croisez souvent dans vos déplacements, aujourd'hui, il n'y aura pas de service d'ordre entre vous et lui : Cyrille ELDIN s'est intéressé à vous, rien qu'à vous, durant toute la semaine.

Cyrille ELDIN : En toute bienveillance malgré de mauvais sondages mais qui ne m'ont pas influencé, Monsieur le Président.

Eldin reporter

Maïtena BIRABEN : Cyril avec Emmanuel MACRON qui chante très bien, c'est tout à fait étonnant !

Cyrille ELDIN : Oui, je dois avouer que je comprends de moins en moins la politique, mais je connais de mieux en mieux ceux qui la font et certains qui me font confiance m'ont donné quelques questions à vous poser en direct, parce qu'eux n'osent pas. Donc, j'ai une question de monsieur MACRON, forcément ! : « Avez-vous accepté l'invitation du Supplément pour encourager le travail de toute une équipe un DIMANCHE et en quelque sorte soutenir ma loi, même si ce n'est pas la loi du siècle ? »

LE PRESIDENT : Oui, parce que cela vous a obligés à venir vraiment un dimanche. Parce que d'habitude, l'émission est enregistrée. Donc, là, vous êtes vraiment là dimanche.

Maïtena BIRABEN : C'est vrai.

LE PRESIDENT : J'en suis heureux.

Cyrille ELDIN : Tant mieux. Une question de Martine de Lille : « Avez-vous bien compris, mon cher François elle vous appelle François que si je passe mon temps à vous mettre des bâtons dans les roues, c'est uniquement parce que je souhaite la réussite de votre quinquennat ? »

LE PRESIDENT : Elle est sincère.

Cyrille ELDIN : Une question de Jean-Vincent PLACE : « Je n'ai pas de question, je voulais juste

que mon nom soit prononcé dans le fil de la conversation. » J'aurais dû me relire, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Il est bien « placé » en tout cas.

Cyrille ELDIN : Une question de Michel SAPIN, lui vous tutoie carrément : « Monsieur le Président, quand est-ce que tu me donnes un ministère où je peux annoncer de bonnes nouvelles ? » Il est sur la bonne voie ?

LE PRESIDENT : Oui, il va y arriver !

Cyrille ELDIN : Une question de VALLS Manuel de Barcelone qui nous dit je pensais qu'il aurait osé lui-même, ah oui, je comprends pourquoi ! : « Est-ce que si on perd les régionales, j'ai le droit de démissionner avant 2017 ? » Dites-nous, je suis sûr qu'il y a une idée derrière la tête.

LE PRESIDENT : Non, il n'y a pas d'idée, mais l'idée est de réussir les régionales aussi.

Cyrille ELDIN : D'accord, donc ce n'est pas perdu d'avance ! Une question de monsieur SARKOZY : « Monsieur le Président ça ne passe pas je pense que je pourrais profiter de mon expérience et de mon recul pour assurer un deuxième quinquennat meilleur que le premier. Pourriez-vous en dire autant ? »

LE PRESIDENT : On verra. Je ne suis pas dans cette situation.

Maitena BIRABEN : « On verra », dites-vous aujourd'hui, parce que « vous ne le verrez plus », c'est raté !

Cyrille ELDIN : Il est revenu, oui.

LE PRESIDENT : Il avait dit qu'il arrêterait la vie politique. Il avait bien le droit de changer.

Maitena BIRABEN : Vous avez entendu, Christiane TAUBIRA dit qu'elle « a peut-être des états d'âme ». Est-ce qu'elle vous en a fait part, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Non.

Maitena BIRABEN : Si elle souhaitait partir, vous la laisseriez partir ?

LE PRESIDENT : Christiane TAUBIRA est une femme vraiment capable de prendre sa liberté, si elle estimait qu'en conscience, elle ne pouvait pas rester. Christiane TAUBIRA fait un travail très important. Elle est attaquée basement, encore récemment sur l'affaire de la petite Chloé, qui a été vraiment déshonorante pour ceux qui s'y sont livrés. Je pense aujourd'hui à la famille de cette jeune fille. Elle doit connaître toute la vérité sur ce qui s'est produit, notamment en Pologne. Christiane TAUBIRA fait un travail courageux.

Maitena BIRABEN : On dit qu'elle n'est pas heureuse dans le Gouvernement.

LE PRESIDENT : Si elle n'était pas heureuse, elle serait partie.

Maitena BIRABEN : Elle serait partie.

LE PRESIDENT : Cela ne veut pas dire qu'il n'y a que des heureux dans le Gouvernement. Mais ceux qui sont malheureux, à mon avis, n'y restent pas.

Maitena BIRABEN : Justement, comment qualifiez-vous l'attitude de votre ancien ministre de l'Economie, monsieur Arnaud MONTEBOURG, à votre endroit ?

LE PRESIDENT : J'aurais préféré qu'il soit dans cette équipe. C'est pour ça que je l'y avais nommé. Je pense que c'est une chance formidable d'être dans une équipe gouvernementale.

Maitena BIRABEN : Il dit que vous êtes responsable du chômage, de la montée, vous menez une politique catastrophique.

LE PRESIDENT : Il y a travaillé deux ans et il sait à ce moment-là ce qu'il a été décidé. S'il n'en était pas satisfait, il pouvait partir plus tôt. Ce n'est pas ça le sujet. Le sujet, c'est que lorsque l'on est aux responsabilités de la France, un pays comme la France qui a des atouts considérables, on y est jusqu'au bout. On ne lâche rien. On se bat et on fait en sorte que cette période exceptionnelle moi, je suis Président de la République, c'est exceptionnel, j'ai à prendre des décisions pour mon pays, je ne sais pas ce qui va se produire en 2017, mais je considère que ce que je fais, est pour moi l'accomplissement d'une vie, au service de la vie des autres. Tout le monde devrait avoir cette conception. Tous ceux qui ont brigué à un moment un suffrage, qui ont eu une responsabilité, c'est tellement important de mettre son pays dans la meilleure voie.

Cyrille ELDIN : Il y a tellement de jaloux aussi !

Maitena BIRABEN : Tu t'es fait engueuler à la place de MONTEBOURG ! Monsieur le Président, la France d'aujourd'hui, c'est la France d'après Charlie. le 11 janvier. 4 millions de Français

la France à ce jour noir, c'est la France d'après Charlie, le 11 janvier, l'immense de Français étaient Charlie. Il y a aussi eu quelques voix discordantes, celles d'une partie de la jeunesse. Nous avons très envie de vous proposer de dialoguer avec eux. Jérôme, tu es allé à Thiais, dans un lycée public de la banlieue parisienne, quel âge ont les lycéens ?

Jérôme BERMYN: Ils ont pour la plupart 16 ans, sont en seconde, et sont aussi des électeurs et des citoyens en formation. Monsieur le Président, ce seront des électeurs dans deux ans, ils voteront pour la première fois en 2017.

Maïtena BIRABEN : Absolument. Ils ont beaucoup à dire ?

Jérôme BERMYN : Oui, beaucoup de choses à dire. Des choses parfois un peu difficile à entendre, mais que l'on a voulu vous proposer. Alors, il y a Dieudonné évidemment, il y a des sujets comme ça. Il y a aussi ces voix qui disent « on n'est pas Charlie », pourtant, on est profondément citoyens, profondément Français.

Maïtena BIRABEN : Ils nous rejoignent juste après le reportage, « Une semaine avec les lycéens », signé Jérôme BERMYN.

Reportage

Maïtena BIRABEN : Je vous les présente, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : Oui, bien volontiers !

Maïtena BIRABEN : Ils viendront nous rejoindre, Lucie, Valentin, Nadia, Yacine, Yanis vont venir, ils vont s'installer à côté de vous Lucie, Valentin, Nadia, Yacine, Yanis, je vous présente le Président de la République.

LE PRESIDENT : Bonjour.

Maïtena BIRABEN : Une réaction à ce que vous venez d'entendre dans le sujet, Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : J'ai trouvé qu'il y avait une discussion qui était rare, parce qu'elle était sur l'essentiel, comment on vit ensemble. Qu'est-ce que cela veut dire les règles dans une école, dans un lycée, mais aussi dans le pays. Qu'est-ce que je peux faire, qu'est-ce que je ne peux pas faire, qu'est-ce que je peux dire, qu'est-ce que je ne peux pas dire ? L'essentiel aussi est de dire est-ce que j'aurais un emploi, une retraite, une protection ? Cela reste vrai pour toutes les générations.

Maïtena BIRABEN : La différence entre Dieudonné et Charlie Hebdo, vous pouvez l'expliquer clairement, simplement ?

LE PRESIDENT : En France, on peut se moquer des religions, de toutes les religions. Cela a toujours été dans l'Histoire, on s'est toujours moqué des religions. Cela a même été un principe de liberté parce que les religions étaient regardées comme écrasant la vie privée. On a donc le droit de se moquer. Il n'y a pas, dans le droit français, l'interdiction du blasphème, qui peut exister dans d'autres pays. Là, on peut se moquer. En revanche, on n'a pas le droit d'appeler à la haine, la haine d'une religion ou d'une catégorie, on n'a pas le droit. C'est ce qui fait que Charlie, quand il y a eu un doute, a été traduit devant les tribunaux. Il n'a pas été condamné et que Dieudonné, dans certaines circonstances, sur certains propos, a été condamné. C'est la Justice qui décide. Ce n'est pas l'Etat qui décide, c'est la Justice. Est-ce que cela a été la liberté d'expression poussée jusqu'au bout ou est-ce que cela a été l'apologie de la haine ? Là, c'est condamné.

Maïtena BIRABEN : Est-ce que tu comprends mieux, Yacine ?

Yacine : En fait, doit-on se cacher de rire de Dieudonné, doit-on avoir honte d'aimer les spectacles de Dieudonné ?

LE PRESIDENT : On doit réfléchir, on rit parfois, bien sûr, ceux qui y vont rient mais on doit savoir qu'est-ce qui nous fait rire, pourquoi on rit de ça ?

Nadia : Parce que c'est marrant !

LE PRESIDENT : C'est marrant de dire que .

Nadia : Chacun a son opinion. Je vais faire une blague, cela ne va pas faire rire tout le monde, cela va faire rire certaines personnes mais pas d'autres.

LE PRESIDENT : Oui mais quand il se déguise en Allemand, en nazi et qu'il dit qu'il faut tuer des juifs, c'est drôle ?

Nadia : C'est une blague !

Yacine : C'est un personnage.

Maitena BIRABEN : C'est arrivé dans votre classe. Un de vos camarades ne s'est pas déguisé mais enfin a mimé HITLER et vous, vous dites : il ne faut pas se cacher pour rigoler, ce n'est pas possible. Tu le dis, Yanis, on est obligé de se cacher pour rire aussi alors que bon, c'est une blague. Elle est peut-être de très mauvais goût mais c'est une blague. Voilà ce qu'il pense.

Yacine : Il se moque d'HITLER, il ne se moque pas des juifs.

Maitena BIRABEN : Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT : S'il se moquait d'HITLER, ce ne serait pas un problème parce qu'HITLER a tué 6 millions de juifs. S'il se moque des juifs qui justement ont échappé aux camps de la mort ou qui sont morts dans ces chambres à gaz, là, c'est une apologie de la haine parce que cela peut se reproduire, parce qu'il n'y a pas que le génocide des juifs, il y a des génocides qui se produisent

Yanis : Il y a les Arméniens

LE PRESIDENT : Il y a les Arméniens. Bientôt, on va célébrer le centenaire. Il y a, aujourd'hui-même, des chrétiens, des musulmans qui se font tuer dans des conditions horribles. Même si ce ne sont pas des génocides, ce sont des massacres horribles

Nadia : Oui, mais on ne parle plus des juifs !

LE PRESIDENT : On en parle parce qu'il y a eu 6 millions Tu en connais ?

Nadia : Oui mais

Yacine : Oui mais une mort, cela reste une mort qu'il y en ait 6 millions

Nadia : Voilà £ qu'il y en ait un ou 10 qui meurent

LE PRESIDENT : Non, ce n'est pas pareil

Yacine : Ce n'est pas pareil

Nadia : c'est symbolique, quelqu'un qui meurt

LE PRESIDENT : Ce n'est pas pareil. Qu'est-ce qu'était la « solution finale » ? C'est de tous les tuer, de les exterminer, de faire qu'il n'en reste plus un, que l'on ne puisse même pas trouver leur cadavre, qu'il n'y ait même plus de trace, que l'on élimine une partie de l'humanité. C'était cela qui était en cause ! C'est pour cela qu'il y a, que l'on soit juif, chrétien, musulman ou rien du tout, on doit avoir ce respect par rapport à ce qui s'est produit. C'était très important que nous puissions en discuter, de comprendre justement ce qui s'est produit, de comprendre comment on peut arriver à aller jusqu'à l'extermination d'une partie de l'humanité !

Maitena BIRABEN : Monsieur le Président, pour comprendre, je crois que c'est toi qui disais « j'aimerais beaucoup que l'on m'explique les religions et que l'on m'explique la religion juive » ?

Nadia : Oui parce qu'à l'école, on étudie le christianisme, on l'a étudié, moi je suis musulmane, donc je connais à peu près ma religion mais on étudie le judaïsme à travers les conflits mais on ne l'étudie pas par rapport

Lucie : Dans le christianisme, on voit les croyances, on voit par exemple que chez les chrétiens, l'âme est considérée comme immortelle alors que déjà, le judaïsme, moi je me souviens plus du tout de mon cours, pareil au niveau des

Maitena BIRABEN : Donc plus de cours, tu aimerais, Lucie ?

Lucie : Je ne m'en souviens plus alors que le christianisme peut-être que c'est récent mais quand on a refait le chapitre, je m'en souvenais parfaitement bien. Pourtant, je ne suis chrétienne mais je m'en souviens parfaitement bien !

LE PRESIDENT : Je pense que c'est très important que puissent être enseignées de manière laïque, qu'est-ce que veut dire enseigner de manière laïque, c'est-à-dire de manière

Lucie : Sans essayer de convertir

LE PRESIDENT : sans essayer de convertir

Lucie : C'est ce qu'ils font en Allemagne

LE PRESIDENT : C'est ce que nous allons introduire dans les programmes et introduire très tôt pour que l'on puisse comprendre comment sont nées les religions, comment, parfois, elles viennent du même tronc, juif, musulman, chrétien, cela vient de la même origine. Pourquoi à un moment cela se distingue, y compris dans la religion musulmane puisqu'il y a plusieurs familles

dans la religion musulmane et d'essayer de comprendre. Quand on comprend, quand on sait, déjà, on est beaucoup plus tolérant ou au contraire solidaire par rapport à certains faits historiques.

Lucie : Ça, c'est très important parce qu'on a du mal !

LE PRESIDENT : C'est très important que vous le sachiez !

Lucie : Certains, on a de plus en plus de mal à se comprendre. Par exemple, il y en a, qui auraient la haine de certaines religions et ils ne savent même pas pourquoi soit parce qu'ils en ont entendu parler, soit à cause de leurs parents mais ils ne connaissent pas la religion.

Maïtena BIRABEN : Yanis, tu es d'accord pour que l'on enseigne les religions à l'école ?

Yanis : Personnellement, je ne pense pas que la religion ait sa place dans l'Education nationale parce que pour moi, la religion, c'est quelque chose qui a une valeur pour soi-même. C'est-à-dire que les autres, cela ne les regarde pas si on est religieux en fait. C'est-à-dire que moi, si je suis religieux, c'est pour moi et les autres n'ont pas besoin de le savoir. Après, je suis partagé sur ce sujet parce que c'est toujours intéressant de découvrir de nouvelles choses, il ne faut pas rester avec des illères fermées. C'est toujours intéressant de découvrir de nouvelles religions, de nouvelles cultures parce que souvent la culture marche avec la religion. Donc je ne pense pas

LE PRESIDENT : Si mais là, vous avez parfaitement distingué les espaces et les droits : en tant qu'individu, la religion vous appartient.

Yanis : Exactement.

LE PRESIDENT : Et cela ne doit pas se trouver dans l'école.

Yanis : La laïcité est une forme de respect.

LE PRESIDENT : Exactement, la laïcité permet de donner la liberté de croyance et en même temps, de la ramener à ce qu'est une conviction, la vôtre. Là, l'enseignement des religions, ce que vous proposez, ce n'est pas de savoir pourquoi vous êtes, vous, d'une religion ou d'une autre, c'est de comprendre quelle est la religion ou quelles sont les religions qui existent dans l'humanité et qui existent en France. Avant, on ne se posait pas cette question en France parce qu'il y avait deux, trois religions, le catholicisme, le protestantisme, les juifs, puis arrivent avec les courants migratoires de ces dernières décennies, des Français qui sont de confession musulmane et il faut que les autres comprennent quelle est l'histoire de cette religion et que les gens comprennent dans quel pays ils sont avec ces histoires, ces traditions, et dont ils sont, aujourd'hui, partie prenante parce que vous êtes partie prenante de la France, vous êtes l'avenir de la France.

Maïtena BIRABEN : Justement, parlons d'avenir un peu. Valentin, est-ce que tu penses que tu vas avoir une vie plus belle que celle de tes parents ?

Valentin : Déjà, il y a la technologie qui augmente, donc forcément avec la santé, on vivra plus longtemps et dans de meilleures conditions.

Maïtena BIRABEN : Tu es optimiste sur ce que tu vas faire, le métier que tu vas pouvoir faire, tes aspirations, tu vas y arriver ?

Valentin : Il faut être déterminé, mais après, il y a le chômage, on voit que c'est la crise. Forcément, ce sera peut-être plus difficile de trouver un travail mais on a quand même l'éducation pour y arriver !

Maïtena BIRABEN : Qui est optimiste ici ? Yacine, tu es optimiste ? C'est Yacine qui fait l'anaphore : « moi, futur citoyen »

LE PRESIDENT : Oui, j'ai compris, je l'ai vu !

Maïtena BIRABEN : Nadia, tu es optimiste, toi ?

Nadia : Oui, enfin si on règle quelques trucs, on aura de l'avenir !

Maïtena BIRABEN : Il faut régler quoi ?

Nadia : Il faut régler le chômage, la baisse du chômage parce qu'il y a plein de jeunes qui ont fait plein d'études, ils se sont tués à l'école et ils se retrouvent sans travail.

LE PRESIDENT : La jeunesse doit être optimiste. Si on n'a pas d'espérance dans la jeunesse, comment pourra-t-on la livrer à d'autres générations ? Comme vous l'avez dit, vous avez la vie devant vous et vous avez une technologie qui n'a jamais été aussi présente. Demain, il y aura encore plein de progrès et en même temps comme vous l'avez dit il y a des « petits problèmes »

encore plein de progrès et en même temps comme vous l'avez dit, il y a des « petits problèmes » qui restent. Les petits problèmes, c'est le chômage, est-ce que je vais vivre mieux que mes parents mais si mes parents sont chômeurs, comment je vais faire ? Est-ce que je vais pouvoir faire toutes les études qui me sont apparemment proposées si je n'ai pas les moyens de les suivre ? Même si je fais des études -c'est cela votre observation- est-ce que je vais avoir un emploi à la fin ? Donc cela, c'est la responsabilité de ceux qui décident, vous offrir toutes ces conditions. Moi, j'ai dit : la jeunesse doit être la priorité, l'éducation, première priorité et ensuite, qu'on puisse vous conduire vers la meilleure formation pour que vous ayez le meilleur emploi.

Maïtena BIRABEN : Ce n'est pas le cas pour mon voisin, Yanis. Lui, il veut partir. Il dit : quand on n'a pas d'argent dans ce pays, on n'a pas d'espoir, on n'a pas d'horizon. C'est ça que tu dis ?

Yanis : C'est clair, enfin, parce que c'est un cercle vicieux si vous voulez. C'est-à-dire qu'en vous le disant comme cela, quand on est jeune, enfin, là où j'habite et que l'on n'a pas d'argent, nos parents ne nous donnent pas beaucoup d'argent, on va avoir envie de travailler plus tôt, c'est-à-dire que l'on va vouloir entrer dans la vie active plus tôt. On sait tous que rentrer dans la vie active tôt aujourd'hui, c'est toucher un salaire de misère toute sa vie. C'est vrai !

LE PRESIDENT : Oui, sauf si en travaillant tôt, j'ai parlé tout à l'heure de l'apprentissage ou de la formation professionnelle, on peut avoir un métier qui rémunère correctement mais là où vous avez raison, c'est que l'on est plus sûr d'avoir un emploi si l'on fait des études que si l'on n'en fait pas.

Yanis : En France, les études sont importantes, elles ont vraiment une place importante

LE PRESIDENT : Oui

Yanis : Quelqu'un qui vient d'un autre milieu qui, par exemple, a de l'argent tous les mois ou qui est jeune, il va se dire : « ah bah moi, je vais continuer mes études longtemps parce que dans tous les cas, moi je suis bien » et donc, il va trouver un meilleur emploi, tout cela parce que c'est dans la tête, parce que lui n'aura pas envie de gagner de l'argent tout de suite parce qu'il sera déjà bien comme il est.

LE PRESIDENT : Ce que vous voulez dire, c'est que vous voudriez avoir davantage de bourses, de soutien, d'accompagnement pour vos propres études ?

Nadia : Oui !

LE PRESIDENT : Oui, la réponse est oui. C'est ce que je dois apporter

Yanis : C'est clair !

Maïtena BIRABEN : Cela vous empêcherait de partir au Brésil parce qu'il veut partir au Brésil

Yanis ? Cela t'empêcherait de partir ?

Yanis : Je ne pense pas non !

Maïtena BIRABEN : Non

LE PRESIDENT : Pourquoi vous voulez aller au Brésil ?

Yanis : C'est quand même un pays émergent, le Brésil comme l'Afrique du Sud

LE PRESIDENT : Oui, c'est vrai mais pourquoi y aller maintenant ?

Yanis : Pas maintenant, dans quelques années, pour monter ma boîte !

LE PRESIDENT : Voilà mais faites d'abord des études, ici !

Yanis : Pour l'instant, dans mon cas personnel, j'ai postulé pour travailler, l'année prochaine, en alternance, donc j'espère que cela va aller.

LE PRESIDENT : Oui très bien !

Yanis : Mais dans mon cas personnel, je ne compte pas finir ma vie en France !

LE PRESIDENT : Cela fait aussi partie du monde, il y a de plus en plus de Brésiliens qui viennent, en France, travailler. Cela ne me choque pas du tout que vous puissiez vous dire : moi, j'ai envie d'aller, à un moment de ma vie, au Brésil et on se reverra quand vous reviendrez !

Maïtena BIRABEN : Lucie, Valentin, Nadia, Lucie, Yacine, Yanis, vous restez avec nous, je vais vous demander de regagner là-bas les marches. Vous continuerez votre discussion après la fin de l'émission avec le Président de la République.

Pour l'instant, on va accueillir un autre jeune qui écrit, qui fait des bios, elles sont interdites. Il s'appelle Vincent DEDIENNE.

Vincent DEDIENNE : Bonjour à tous ! Bonjour Monsieur le Président de la République ! Je n'en

reviens pas de dire cette phrase ! Il faut que je vous pince pour y croire ! Il faut que je me pince pour y croire ! Pardon, j'ai failli être buté par le service d'ordre ! Monsieur le Président, autant vous êtes parfaitement rompu à l'exercice du plateau télé, la seule chose un petit peu nouvelle pour vous, c'est que vous ne m'aviez encore jamais vu en vrai et que, fatalement, vos convictions hétérosexuelles les plus profondes sont en train de vaciller. Autant moi, mon exercice est infiniment complexe aujourd'hui. C'est complexe et puis c'est vertigineux.

D'abord, parce que c'est la première fois que je rencontre un Président de la République en fonction. En fonction de quoi ? Cela, je n'en sais rien, on ne m'a pas dit ! J'avais croisé René COTY un soir aux Bains Douches, mais on n'avait pas eu le temps de parler ! Ensuite, parce que je sens bien, Monsieur, que vous êtes une frange de l'Histoire. C'est vrai que cela me l'avait moins fait avec Christian ESTROSI mais c'est complexe de vous « biographier », Monsieur le Président, parce que depuis le 6 mai 2012, soir de votre victoire, vous n'avez pas plus de vie qu'une biscotte. Au sens clinique, si, mais au sens philosophique, non.

Vous êtes épié en permanence. Le moindre de vos mouvements de tête est décrypté. Vous ne pouvez pas faire un pas sans que l'on démine tout le quartier. Cela fait trois ans que vous n'avez pas fait vous-même un de vos lacets ! Trois ans que vous prenez vos petits-déjeunés en costard avec des types bien rigolos comme Jean-Marc AYRAULT j'adore, Christian ECKERT, j'adore, je ne sais pas qui c'est ! Trois ans qu'il pleut à peine vous mettez le nez dehors, trois ans que vous promulguiez, que vous ratifiez, que vous entérinez, que vous conjuguez des verbes qu'on ne comprend pas ! Trois ans que Laurent GERRA vous imite, franchement, ce n'est pas une vie ça ! Bien sûr, il y a des avantages à être Président. D'abord, c'est plutôt bien payé, même si votre première mesure a été de baisser votre salaire de 30 %, cela reste bien payé, d'autant que Nicolas SARKOZY l'avait lui-même augmenté de 419 % ! C'est un job assez prestigieux, il faut le reconnaître. Ce n'est pas Président des Etats-Unis, mais c'est bien déjà.

Qu'est-ce qu'il y a d'autres comme avantages ? C'est un job où l'on a quelques pouvoirs, ça, c'est cool. Par exemple, vous avez le pouvoir de nommer le Premier ministre. Attention, cela ne veut pas dire que vous pouvez lui donner le nom que vous voulez. Par exemple, vous ne pouvez pas décider que Manuel VALLS, s'appelle en fait Pénélope CRUZ. Ce serait très rigolo, mais vous n'en avez pas le droit. Vous pouvez dissoudre l'Assemblée nationale, pas le bâtiment, ce serait couillon ! Mais vous dites « je dissous » et tout le monde fait ses cartons, c'est rigolo, il faudra le faire au moins une fois !

Vous avez la bombe nucléaire, c'est pareil, il faut le faire au moins une fois ! Vous êtes le chef des armées, à ce titre, vous pouvez déclarer la guerre à qui vous voulez, aux Deux-Sèvres, à la finance, aux cheveux cassants et aux pointes sèches.

Il y a tout un petit décorum qui est sympa, il faut le reconnaître. Vous mangez dans de belles assiettes, avec de belles actrices. Vous vivez plein centre, dans un quartier populaire hyper sympa, proche tous commerces, GUCCI, HERMES, FAUCHON. C'est pratique pour un homme de gauche, un homme de goût, un homme de goût de gauche.

J'ai lu que vous étiez Co-Prince d'Andorre, c'est chouette, cela vous fait des clubs vraiment pas chers ! Et puis, la grande classe, c'est que vous aurez fatalement, un jour ou l'autre, un boulevard, une rue ou au moins un gymnase à votre nom. Preuve s'il en est que vous aurez réalisé votre rêve.

Ce dont vous avez rêvé presque toute votre vie, Monsieur le Président, est arrivé, il y a trois ans. Voilà trois ans qu'on ne peut plus vous appeler « François » ou « vieille branche », mais « Monsieur le Président ». Trois ans que vous vous faites de beaux souvenirs. La bonne nouvelle, Monsieur le Président, c'est qu'il vous en reste deux pour nous en faire un peu à nous. Maïtena BIRABEN : Merci beaucoup. On est au terme de l'émission, une dernière question, Monsieur le Président. En trois ans, quatre élections intermédiaires ont été perdues, des centaines de villes, le Sénat, 28 bastions départementaux, la certitude de la majorité à l'Assemblée, l'alliance avec les Verts, l'unité du PS. Mais vous gardez le cap, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT : Oui. Avec un programme tel qu'il m'a été donné, j'aurais tort de ne pas utiliser

pleinement les deux ans qui me restent. Mais oui, je garde le cap. Pourquoi ? Quel est l'objectif que je me suis donné pour le pays ?

D'abord, c'est de lui donner confiance en lui-même, c'est le plus important. Que l'on puisse se dire : la France est respectée partout dans le monde, elle est attendue, partout, du monde entier. Elle est capable de répondre à toutes les demandes, humanitaires, quelques fois d'interventions sur le climat, on n'en a pas parlé, mais le rôle que va avoir la France à la fin de l'année, c'est un enjeu considérable.

J'ai envie que les Français soient fiers de tout ce qu'ils peuvent produire eux-mêmes, de la technologie, de la culture, de la capacité à pouvoir faire de l'agriculture un modèle de qualité. J'ai envie de leur dire que ce que nous faisons depuis trois ans, c'est de permettre à la France d'avancer, d'avancer encore, d'avancer toujours, d'avancer en ne retournant pas sa tête derrière. Le pire, en ce moment, que je trouve capable de rétrécir tous nos horizons et toutes nos ambitions, c'est d'avoir de la nostalgie. La France, ce n'est pas une nostalgie. La France, c'est un avenir. La France, c'est une chance. Gouverner, diriger la France, c'est une responsabilité. Je ne m'en plains pas et je ferai jusqu'au bout la tâche qui m'a été donnée.

Maïtena BIRABEN : Vous remanierez en juin, après le Congrès du PS ?

LE PRESIDENT : Je ne me suis même pas posé la question. Ce qui m'importe, c'est qu'il y ait moins de chômage en juin plutôt que de remanier en juin.

Maïtena BIRABEN : « Le Supplément reçoit le Président », c'est fini ! Merci beaucoup aux jeunes de Thiais d'être venus aujourd'hui. Merci à l'équipe du « Supplément » qui a fait un super boulot ! Merci beaucoup à vous. Merci, Monsieur le Président de la République. Merci à cette équipe.